

Nous insistons encore une fois sur l'importance de la cohérence entre la densité que vous souhaitez pour le réseau et les moyens accordés à ce réseau.

En effet, nous vous invitons au moment de traiter le budget à prendre en considération cette cohérence. Il est donc nécessaire de la marquer également pour le réseau extérieur et pas seulement dans d'autres domaines.

Concernant la fermeture du consulat général à Chicago, on peut dire que cette question est en partie comparable à celle de l'ambassade de Suisse au Guatemala mais pas complètement. Ce qui est comparable, c'est le besoin constant d'adapter le réseau, ce sont les moyens à disposition dont j'ai parlé. Ce qui diffère, c'est que la fermeture du consulat général de Chicago n'intervient pas en lien direct avec un redéploiement sur de nouveaux sites, mais avec la volonté de rationaliser et de restructurer le réseau extérieur. Les nouvelles technologies mais aussi une nouvelle organisation nous permettent de fournir des prestations de qualité et efficientes dans toute cette région.

Il faut quand même préciser bien clairement les choses: à Chicago, la taille de la colonie suisse qui est gérée par le consulat général est relativement modeste. Madame Keller-Sutter, je me permets de vous le dire, il s'agit de 8000 personnes, dont seulement 2000 qui se trouvent dans l'Etat de l'Illinois. Concrètement, cela veut dire que sur les 8000 personnes qui sont en principes gérées par le consulat général de Chicago, 6000 ne résident même pas dans l'Etat de l'Illinois et sont pour certaines – je pense au Michigan et à l'Ohio – à peu près à la même distance de Chicago que de New York. Donc, il n'y a pas de problème majeur à être relié à l'un ou à l'autre de ces consulats. On peut tout à fait gérer les 8000 personnes concernées – je le répète, il n'y a que 2000 personnes qui habitent l'Etat de l'Illinois lui-même – par le biais du consulat que nous avons à New York, qui gère actuellement déjà 20 000 personnes, et à San Francisco. Par exemple, à San Francisco il y a 16 000 personnes et, à Atlanta, il y en a 14 000. Donc, ce sont des consulats qui gèrent beaucoup plus de personnes et on pourra orienter les personnes concernées par la fermeture du consulat général de Chicago vers l'ambassade de Washington et vers le consulat de New York.

Ensuite, c'est juste ce que vous avez dit: il n'y a eu que deux cas de protection consulaire l'année dernière. Ces chiffres sont vraiment très modestes. Par ailleurs, le réseau de transport et le réseau de télécommunications sont tout à fait efficaces aux Etats-Unis. Dans ces conditions, si on veut gérer le réseau de manière économique et rationnelle, il est injustifié de maintenir la présence physique d'un consulat général à Chicago. La desserte se fera donc, je le répète, par Washington, par New York et par le consulat scientifique de Boston.

Concernant les intérêts suisses dans une ville en effet de grande taille et économiquement importante, on peut tout à fait les défendre par le truchement d'un consul honoraire. J'aimerais insister sur ce point: il ne faut pas sous-estimer l'impact et la qualité du réseau de consuls honoraires. Bien sûr, cela dépend des personnes en place, des choix opérés, de l'organisation. Le travail fait par les consuls honoraires a démontré, à beaucoup d'endroits du monde, qu'il était très efficace et que ses coûts étaient particulièrement bas, puisqu'ils se montent à quelques milliers de francs par année et par consul honoraire. Ce sont des personnes extrêmement motivées qui s'occupent de la défense des intérêts suisses. J'aimerais ici que l'on ne sous-estime pas ce travail. C'est donc ce que nous souhaitons mettre en place à Chicago et dans l'ensemble de cette région de manière à pouvoir maintenir la visibilité et défendre les intérêts de la Suisse tout en tenant compte des moyens à disposition, qui sont limités.

Nous vous demandons donc de suivre la majorité de votre commission.

12.3991

Angenommen – Adopté

13.3007

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Motion ... 11 Stimmen
Dagegen ... 26 Stimmen
(4 Enthaltungen)

09.086

Markenschutzgesetz.

Änderung sowie Swissness-Vorlage

Loi sur la protection des marques.

Modification et projet Swissness

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 18.11.09 (BBI 2009 8533)
Message du Conseil fédéral 18.11.09 (FF 2009 7711)
Nationalrat/Conseil national 15.03.12 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 15.03.12 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 27.09.12 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 10.12.12 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 11.12.12 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 11.03.13 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 06.06.13 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 11.06.13 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 21.06.13 (Schlussabstimmung – Vote final)
Ständerat/Conseil des Etats 21.06.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

1. Bundesgesetz über den Schutz von Marken und Herkunftsangaben

1. Loi fédérale sur la protection des marques et des indications de provenance

Art. 48a Bst. d

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Bieri, Abate, Häberli-Koller, Minder, Seydoux)
Festhalten

Art. 48a let. d

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Bieri, Abate, Häberli-Koller, Minder, Seydoux)
Maintenir

Seydoux-Christe Anne (CE, JU), pour la commission: Nous avons encore cinq points à traiter concernant la loi sur la protection des marques et un point relatif à la loi sur la protection des armoiries de la Suisse et autres signes publics. Le premier petit point de divergence concerne l'article 48a lettre d. Le Conseil national souhaite maintenir la version du Conseil fédéral et conserver le lieu d'élevage des animaux pour les autres produits qui en sont issus – on parle ici par exemple des oeufs ou du lait.

Votre commission, par 6 voix contre 5 et 1 abstention, souhaite se rallier à la version du Conseil national. Pour la majorité, parler du lieu d'élevage offre une meilleure protection aux produits dont il est ici question, puisqu'on pense au lieu où l'animal séjourne de sa naissance jusqu'au moment de la production. La terminologie de l'article 48a reprend celle utilisée dans l'ordonnance du Département fédéral de l'intérieur sur l'étiquetage et la publicité des denrées alimentaires

et on évite ainsi de créer une différence de terminologie avec cette ordonnance.

La proposition de la minorité Bieri – qui est un remplaçant actif au sein de cette commission – préfère parler du lieu de la détention, c'est-à-dire du lieu où se trouve l'animal au moment de la production. Je vais laisser Monsieur Bieri, expert en la matière, vous expliquer la position de la minorité.

Bieri Peter (CE, ZG): Vorerst herzlichen Dank für die lobenden Worte der Präsidentin an ein Ersatzmitglied.

Ich habe mir überlegt, ob ich die Begründung dieses Minderheitsantrages unter den Titel «Wider den tierischen Ernst» stellen soll. Ich bitte Sie, an unserer ursprünglichen Fassung festzuhalten. Sie scheint mir im Gesamtsystem dieses Artikels, der die Herkunft der Naturprodukte regelt, logischer und sinnvoller.

Worum geht es? Es geht um die Frage, wann ein Produkt, das von einem Tier stammt, als schweizerisch gilt. Beim Fleisch ist gemäss Buchstabe c der Ort massgebend, an dem das Tier den überwiegenden Teil seines Lebens verbracht hat. Bei den anderen Produkten ist es gemäss Buchstabe d der Ort, wo die Aufzucht des Tieres stattgefunden hat. Das ist für mein agronomisches Verständnis doch etwas seltsam. Das will ich Ihnen an drei kurzen, illustrativen Beispielen erklären:

1. Nehmen Sie ein Huhn, das als 18-wöchige Legehenne – etwa zu diesem Zeitpunkt beginnt ein Huhn, Eier zu legen – in die Schweiz eingeführt wird. Die Eier sind gemäss Bundesrat und Nationalrat für die ganze Periode nicht schweizerisch, weil die Aufzucht ja im Ausland erfolgt ist – obwohl die Eier vollumfänglich in der Schweiz produziert werden. Wenn nun aber diese Legehenne am Ende der Legedauer, also nach etwa eineinhalb Jahren, geschlachtet wird, ist das Fleisch dieses Suppenhuhns Schweizer Fleisch, weil Buchstabe c zur Anwendung kommt.

2. Das Gleiche kann ich von einem Lamm berichten, das in die Schweiz kommt: Die hier produzierte Wolle kann das Label «Schweiz» nicht tragen, hingegen ist das Fleisch dieses Tieres schweizerischer Provenienz.

3. Seltsam wäre auch Folgendes: Wenn ein Rind in der Aufzucht während ausgedehnter Sömmерungsperioden auf einer Alp im Vorarlberg oder in den französischen Franches-Montagnes gehalten würde, könnte man die Milch, die dieses Tier ein Leben lang gibt, nicht unter dem Swissness-Label verkaufen, sein Fleisch hingegen könnte als schweizerisch vermarktet werden.

Sie sehen also, die Lösung des Bundesrates und des Nationalrates ist in sich irgendwie nicht konsistent und letztlich auch nicht ganz logisch. Deshalb haben wir Ihnen hier eine einfache Lösung vorgeschlagen, indem wir sagen, dass das Produkt als schweizerisch gelten soll, wenn das Tier auch in der Schweiz gehalten wurde. Es gibt neben der agronomischen Beurteilung also auch aus rechtlicher Sicht gute Gründe, an unserer wohldurchdachten und logischen Formulierung festzuhalten.

Ich habe mir dann noch etwas überlegt – entschuldigen Sie das –, was mich persönlich betrifft: Ich bin nämlich im Kantonsspital Winterthur im Kanton Zürich zur Welt gekommen, habe aber nie behauptet, dass ich deswegen ein Zürcher sei.

Minder Thomas (V, SH): Wann ist die Milch schweizerisch? Das ist bei diesem Artikel die Gretchenfrage. Die Minderheit will, dass die Kuh in der Schweiz gehalten werden muss oder eben leben muss, damit die Milch schweizerisch ist. Die Mehrheit will, dass die Milch dann schweizerisch ist, wenn die Kuh – oder das Kalb, wie man hier eben sagen müsste – in der Schweiz aufgewachsen ist. Mit anderen Worten: Würde man der Mehrheit folgen, so müsste das Kalb lediglich hier geboren und aufgezogen werden sein – und schon wäre die Milch dieser Kuh schweizerisch, auch dann, wenn sie im ausländischen Sömmерungsgebiet grast bzw. gehalten wird.

Ganz grundsätzlich sind beide Varianten nicht stubenrein. Warum soll die Milch schweizerisch sein, wenn die Kuh zwar

hier geboren und aufgewachsen ist, aber im nahen Ausland lebt oder aber wenn die Kuh im Ausland geboren wurde? Für mich – und ich glaube, dass dies auch für die Mehrheit der Konsumenten so ist – ist die Milch dann schweizerisch, wenn die Kuh hier geboren ist und hier lebt, also hier gehalten wird oder, so könnte man es auch sagen, hier Schweizer Gras frisst. In dieser Definition ist die Milch einer im ausländischen Sömmерungsgebiet lebenden Kuh nicht schweizerisch.

Frau Bundesrätin, Sie haben in der Kommission auf meine Frage, wann die Milch schweizerisch sei, gesagt, dass dies dann der Fall sei, wenn die Milch einer im ausländischen Sömmерungsgebiet lebenden Kuh in der Schweiz verarbeitet wird. Ich glaube kaum, dass das so gehandhabt wird, und es steht auch nirgends in der Fahne, dass das so sein muss. Das heisst, dass mein ursprüngliches Szenario realistisch ist: ein hier aufgewachsenes Kalb, welches danach im ausländischen Sömmерungsgebiet lebt, dort eben Schweizer Milch gibt, ohne dass wir die Garantie haben, dass diese Milch am Abend zur Verarbeitung über die Grenze in die Schweiz gelangt.

Die Variante, welche auf die Haltung der Kuh in der Schweiz abstellt, also die Variante der Minderheit, ist stärker. Ich bitte Sie, dieser Minderheit zu folgen.

Savary Géraldine (S, VD): Quant à moi, j'ai été élevée dans le canton de Fribourg et je suis actuellement détenue dans le canton de Vaud.

Il n'en demeure pas moins que je suis avant tout une sénatrice qui défend l'intérêt du pays dans son entier, et notre intérêt aujourd'hui est d'avancer dans le dossier Swissness, de faire en sorte que, après toutes ces semaines et ces mois de travaux, nous puissions boucler notre activité de parlementaires et que cette loi puisse entrer en vigueur avec le plus de sérénité et d'efficacité possible.

Dans ce sens, il serait sage d'éliminer les divergences avec le Conseil national. De ce point de vue-là, malgré les explications, que je peux comprendre, de Messieurs Minder et Bieri, je considère que ce point est certes important mais pas prioritaire pour l'équilibre global de cette loi.

Je vous invite donc à adopter la proposition de la majorité de la commission, parce que l'équilibre des réflexions et des conclusions de nos travaux entre le Conseil national et le Conseil des Etats est bon. C'est pour ces raisons-là que je me suis ralliée à la décision du Conseil national et je vous demande d'en faire de même.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Die Debatte ist jetzt heftig entbrannt; ich möchte jetzt nicht noch Öl ins Feuer gießen. Es ist so, wie Herr Ständerat Minder gesagt hat: Beim Vorschlag der Kommissionsminderheit ist der Schutz etwas stärker. Zur Beruhigung der Gemüter kann ich sagen, dass sich damit in der Praxis nicht furchtbar viel ändert. Von daher ist der Bundesrat der Meinung, dass Sie sich dem Nationalrat anschliessen können. Sie sind ja an der Differenzbereinigung. Wir sind daran, uns anzunähern, weil die Auswirkungen in der Praxis wirklich nicht von Bedeutung sind.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit ... 22 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit ... 18 Stimmen

Art. 48b Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 48b al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Seydoux-Christe Anne (CE, JU), pour la commission: Ici, s'agissant de l'article principal sur les denrées alimentaires, le Conseil national s'est rallié au Conseil des Etats. Il existe encore une divergence à l'article 48b alinéa 1 concernant le



lait et les produits laitiers; le Conseil national souhaite que la proportion du lait qui les compose s'élève à 100 pour cent. Notre conseil ne voulait pas adopter une réglementation spéciale pour le lait. Cependant, le Conseil national a pris cette décision par 128 voix contre 56, alors que le vote s'est soldé par 101 voix contre 70 lors du premier débat, renforçant donc la première décision en la matière. Votre commission, par 10 voix contre 1 et 1 abstention, a décidé de soutenir la décision du Conseil national et je vous invite à en faire de même.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Wir sind jetzt bei der Milch. Es gibt keinen Minderheitsantrag aus Ihrer Kommission, und angesichts des Abstimmungsverhältnisses werde ich auch darauf verzichten, einen Antrag zu stellen. Ich muss aber doch darauf hinweisen, dass das, was hier entschieden wurde, etwas speziell ist. Diese Sonderregelung für die Milch wurde im Nationalrat eingebbracht und von Ihrer Kommission letztlich auch unterstützt. Wir haben die 80-Prozent-Regelung für die Lebensmittel; das ist eine gute Regelung. Der Bundesrat hat sie vorgeschlagen. Jetzt sagen Sie bei einem einzigen Produkt, dass es zu 100 Prozent schweizerischer Herkunft sein muss, damit der entsprechende Artikel als schweizerisch ausgelobt werden darf. Es gibt in der Schweiz auch noch andere Produkte, bei denen wir einen sehr hohen Selbstversorgungsgrad haben: Trauben, Raps, Zuckerrüben, Äpfel. Nun sagen Sie aber einfach bei einem einzigen Produkt: «Da sehen wir 100 Prozent vor.» Bei allen anderen Produkten bleiben Sie bei 80 Prozent. Ich wollte Sie einfach nochmals darauf hinweisen, dass das etwas speziell ist. Ich denke aber, dass dahinter die grosse Liebe unseres Landes für seine Milch steckt. Wenn Sie damit auch den Milchabsatz garantieren und einen Beitrag dazu leisten wollen, hoffen wir, dass es dann auch wirklich hilft.

Angenommen – Adopté

Art. 48c

Antrag der Mehrheit
Abs. 1, 2 Bst. c

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Janiak)

Abs. 1

Festhalten

Art. 48c

Proposition de la majorité
Al. 1, 2 let. c

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Janiak)

Al. 1

Maintenir

Seydoux-Christe Anne (CE, JU), pour la commission: A l'article 48c, notre conseil a déjà eu l'occasion de débattre longuement des arguments des uns et des autres. Alors que notre conseil, contre l'avis de sa commission, a opté pour une part de 50 pour cent au minimum du prix de revient s'agissant de la provenance des produits industriels, le Conseil national a décidé de maintenir cette part à 60 pour cent au minimum, et ce par 124 voix contre 67. La proposition Ribaux, qui a obtenu 67 voix, faisait une distinction entre les produits industriels et les montres: une part de 50 pour cent pour les produits industriels en général et une part de 60 pour cent pour les montres. Cette proposition a été largement rejetée.

La commission vous propose, par 11 voix contre 1, d'adhérer à la décision du Conseil national.

L'objectif de la législation proposée est de renforcer la protection de la désignation «Suisse» et de la croix suisse. En

optant pour une part de 50 pour cent, on affaiblit en réalité la marque «Suisse». En effet, selon la pratique de Saint-Gall, dont on parle abondamment, deux critères cumulatifs doivent être remplis: d'une part, la quote-part suisse doit représenter au moins 50 pour cent du coût total de production; d'autre part, le processus essentiel de fabrication doit avoir lieu en Suisse. La seule valeur de calcul dans la pratique de Saint-Gall est le prix de revient. Les coûts de recherche et de développement ne sont pas pris en compte, ni les coûts liés à l'assurance de la qualité et à la certification. De plus, la pratique en vigueur ne prévoit pas d'exception, notamment pas pour les matières premières qui ne sont pas disponibles en Suisse ou qui le sont seulement en quantité insuffisante. Il faut rappeler que, pour bénéficier de la plus-value liée à la «suissitude» – estimée à 5,8 milliards de francs, soit 1 pour cent du produit intérieur brut –, les entreprises doivent remplir des conditions minimales.

Si elles ne les remplissent pas, elles ont le choix entre augmenter la part suisse de leurs produits et revoir leur stratégie de marketing. De ce point de vue-là, plusieurs options s'offrent à elles.

Enfin, d'après ce qu'a indiqué Madame la conseillère fédérale Sommaruga au plénum du Conseil national, selon des sondages réalisés auprès des PME, 72 pour cent d'entre elles ont répondu que la nouvelle réglementation proposée aurait des effets positifs pour elles ou n'auraient aucune conséquence.

Je vous invite donc à adopter la proposition de la Commission des affaires juridiques.

Janiak Claude (S, BL): Wir haben in der Tat schon mehrfach ausgiebig über diesen Artikel diskutiert. Ich habe versucht, Ihnen Kompromissvorschläge zu unterbreiten – in der Kommission und dann auch bei der ersten Beratung im Plenum. Zum Wert von 55 Prozent wurde von der Verwaltung gesagt, er sei inkompatibel mit dem EU-Abkommen. Deshalb habe ich das dann nicht mehr weiterverfolgt. Es stand aber noch ein Kompromiss zur Debatte: 50 Prozent ohne Forschung und Entwicklung. Aber dieser Antrag war in der Kommission auch ohne Chance. Deshalb bleiben als Alternativen nur noch Festhalten an unserem Beschluss oder Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

So einsam, wie es die Fahne vermuten lässt, war ich in der Kommission nicht. Die Kommission war schon in der ersten Runde für 60 Prozent und das Plenum dann für 50 Prozent. Ich habe mich seinerzeit vor allem auch als Vertreter des Kantons Basel-Landschaft, in dem die Uhrenindustrie eine wichtige Rolle spielt, geäussert; ihre Bedeutung in meinem Kanton ist natürlich nicht vergleichbar mit ihrer Bedeutung auf der ganzen Jura-Achse. Bei der Debatte ging es um 50 Prozent oder 60 Prozent; man wollte für die Uhrenbranche eine Ausnahme machen und sah 60 Prozent vor. Diese Lösung wurde in beiden Räten abgelehnt; sie steht nicht mehr zur Debatte. Trotzdem ist es schlussendlich eine Uhrendebatte, weil der Grosse dieser Industrie am vehementesten für 60 Prozent weibelt; das ist doch eine Realität. Deshalb kann man es nicht ganz von dieser Debatte abkoppeln. Es ist gesagt worden, 50 Prozent seien in Bezug auf diese Industrie eine Verwässerung. Das trifft nicht zu; 50 Prozent sind gegenüber dem Status quo eine Verschärfung. Bei Uhren muss nicht wie bisher nur das Uhrwerk, sondern die ganze Uhr mindestens zur Hälfte in der Schweiz hergestellt werden; das ist eine Änderung.

Bei den Kompromissmöglichkeiten hat die Diskussion über die Berücksichtigung der Kosten für Forschung und Entwicklung eine Rolle gespielt. Ich bin der Meinung, dass dieser Aspekt überschätzt wird. Einem Artikel im «Wall Street Journal» vom 10. April 2013 habe ich entnommen, dass bei Swatch die Kosten für Forschung und Entwicklung 2 Prozent des Umsatzes betragen, bei Richmond sind es etwa 1,2 Prozent des Umsatzes, also sicher nicht sehr viel.

Sicher ist, dass kleinere Unternehmen, die stärker von ausländischen Zulieferern abhängig sind, eben grosse Schwierigkeiten bekommen könnten. Aber das Hauptargument ist letztlich ein anderes: 60 Prozent ist eine willkürliche Grenze.

Die meisten Industrienationen haben den minimalen inländischen Anteil auf 50 Prozent festgelegt, und das ist letztlich der Hauptgrund, weshalb ich der Meinung bin, wir sollten an unserem Beschluss festhalten. Mit der bisherigen Regelung hat die Uhrenbranche sehr gut leben können. Die grossen, international tätigen Luxusuhrenhersteller dürfen sich zu Recht über Spitzenjahre freuen, und die Schweizer Konsumenten haben sich noch nie darüber beklagt, dass die bisherige Regelung für sie schlecht sei und sie in die Irre geführt würden.

Ich bitte Sie deshalb, bei Artikel 48c Absatz 1 am Beschluss festzuhalten, den wir in der ersten Runde gefasst haben.

Minder Thomas (V, SH): Wir sind uns einig, dass wir ein Gesetz machen, welches nicht schlechter sein soll als der Status quo. Und der Status quo bei diesem Artikel ist die Praxis, die auf dem St. Galler Urteil beruht. Das haben Sie jetzt gehört, und das rufe ich hier nochmals in Erinnerung. Dieses Urteil hat mehr als vierzig Jahre überlebt. Aufgrund zweier Fälle gibt die entsprechende Praxis vor, dass eine Ware dann schweizerisch ist, wenn mehr als die Hälfte der Herstellungskosten hier in der Schweiz anfallen, ohne dass die Kosten für Forschung, Entwicklung, Qualitätssicherung und Zertifizierung angerechnet werden dürfen. Zudem muss der Hauptfabrikationsprozess dieser Ware in der Schweiz stattfinden.

Dieses Urteil ist logisch. Denn eine unter der Hälfte der Kosten liegende totale Wertschöpfung bei einem industriellen Produkt kann beim besten Willen nicht dazu führen, dass dieses als schweizerisch gelten kann. Mit anderen Worten: Bei einem Anteil von lediglich 50 Prozent der Kosten, die für Herstellung, aber auch für Forschung, Entwicklung, Zertifizierung und Qualitätssicherung anfallen, liegen die effektiven schweizerischen Fertigungskosten unter 50 Prozent, also unter der Messlatte der St. Galler Praxis. Das war auch der Grund dafür, dass der damalige Bundesrat Christoph Blocher ursprünglich von 50 auf 60 Prozent gegangen ist. Diese 10 Prozent mehr – also die Differenz zwischen 50 und 60 Prozent – beinhalten die Kosten, die in der Schweiz für Forschung und Entwicklung anfallen. Man hat damals noch nicht von Kosten für die Zertifizierung und Qualitätssicherung gesprochen. Und dann hätten die Kosten für Forschung und Entwicklung also mit einberechnet werden dürfen. Das war die ursprüngliche Überlegung, das war der Grund, weshalb man von 50 auf 60 Prozent gehen wollte.

An all diejenigen, welche der Uhrenbranche helfen wollen – und das will ich auch –: Da muss man sagen, dass Artikel 50 des Markenschutzgesetzes eine Branchenlösung zulässt. Wir machen also keine Uhrengesetzgebung, sondern eine Swissness-Gesetzgebung. Und in Klammern füge ich an: Es ist ja nur die Billiguh Mondaine, die gerne 50 Prozent hätte, andere Hersteller wie Swatch möchten gerne einen noch höheren Prozentsatz haben.

Logisch betrachtet kann für ein industrielles Produkt die physische Wertschöpfung nicht unter 50 Prozent liegen, denn aussen auf der Packung prangt ja das «Made in». Ich habe das in der Kommission und in diesem Rat mehrmals gesagt: Die Kosten für Forschung, Entwicklung, Zertifizierung und Qualitätssicherung sind nun einmal beim besten Willen keine physischen Wertschöpfungseigenschaften oder -anteile.

Ich bitte Sie hier, der Mehrheit und somit dem Nationalrat zu folgen.

Savary Géraldine (S, VD): Je ne voudrais pas prolonger ce débat, car je crois que les choses ont été dites et que le dossier a été traité avec beaucoup d'attention ici au Conseil des Etats. On s'est donné le temps de travailler sur les deux points qui nous préoccupaient le plus, à savoir une protection de la qualité suisse au niveau alimentaire et une protection de la qualité suisse au niveau industriel. Ce temps a été nécessaire pour pouvoir au final discuter de la solution proposée aujourd'hui. Ce travail a été présidé par Madame Seydoux que je salue pour la qualité de sa présidence et de son travail, parce que ce n'était pas évident de mener ce débat.

Ce long chemin que nous avons parcouru pour discuter et travailler sur ce projet Swissness ne doit pas nous faire oublier les origines de ce travail. Les origines de ce travail, ce n'est pas un volontarisme, une intervention des consommateurs, ce ne sont pas des revendications des paysans, de la population, mais ce sont bien les entreprises qui sont venues ici à Berne pour dire – au niveau politique – qu'elles avaient besoin que leur travail soit protégé. C'est ça qui nous a animé systématiquement durant notre réflexion et quand nous avons pris notre décision à l'article dont nous discutons maintenant. C'est pour cette raison-là que nous devons véritablement adopter la proposition de la majorité qui vous est soumise aujourd'hui parce qu'elle répond précisément aux origines de ce travail parlementaire.

De ce point de vue-là, vous l'avez compris, je vous invite à adopter la proposition de la majorité de la commission, qui correspond aux objectifs initiaux de cette loi.

Bischof Pirmin (CE, SO): Wir sind kurz vor dem Ende unserer jahrelangen Debatte über die Marke Schweiz. Die Frage, die sich in dieser ganzen Debatte immer gestellt hat, ist: Wollen wir die Marke Schweiz, das Schweizerkreuz, das «Swiss made», ernsthaft schützen? Oder sind wir der Meinung, das sei eigentlich nicht mehr so wichtig?

Ich bin der Meinung, das muss für die Schweizer Wirtschaftspolitik ein ganz zentrales Anliegen sein. Die Marke Schweiz ist weltweit die einzige Landesmarke, die einen derartigen Marktwert hat. Sie wissen, dass Umfragen in der Europäischen Union ergeben haben, dass eine Konsumentin bereit ist, für ein Produkt 20 Prozent mehr zu bezahlen – nur weil das Schweizerkreuz darauf ist, weil «Swiss made» darauf steht, dies wegen allem, was mit der Idee verbunden ist, dass ein Produkt von hier kommt.

Heute diskutieren wir nur noch über die industriellen Güter. Sie erinnern sich, dass sich in der Landwirtschaftsdebatte beide Räte für einen strikten Schutz der Marke Schweiz entschieden haben, zum Teil gegen den Willen der Mitglieder der Branche. Die Aussage beider Räte war klar: Wir wollen die Marke Schweiz schützen. Heute sind wir bei den Industrieprodukten. Der Unterschied ist: Hier bittet uns praktisch die ganze Branche – 90 Prozent der Hersteller im Hauptbereich, von dem wir sprechen, was den Umsatz und den Export anbelangt, also im Bereich der Uhren – mit dem Nationalrat und dem Bundesrat, die 60-Prozent-Regel aufrechterhalten und keine Verwässerung der Marke Schweiz zuzulassen.

Die Uhr ist das klassische Exportprodukt der Schweiz, das mit der Marke Schweiz verbunden wird. Die Uhr braucht diesen Schutz. Die Schweiz exportiert viele andere Dinge auch, aber diese Exportgüter leben nicht ausgeprägt von der Marke Schweiz. Eine Schweizer Maschine wird verkauft, weil sie eine gute Maschine ist, nicht wegen des Schweizerkreuzes. Es wird niemand gezwungen, das Label «Swiss made» zu gebrauchen, niemand. Es wird niemandem verboten, eine Uhr in China zu produzieren, sie in die Schweiz zu bringen, hier zu verpacken und dann als Uhr zu verkaufen. Verboten würde mit der 60-Prozent-Regel nur, aber immerhin, dass eine Uhr, die mehrheitlich nicht in der Schweiz gemacht wurde, als Schweizer Uhr verkauft werden darf. Das dürfte man jedoch, wenn die 50-Prozent-Regel eingeführt würde, weil eben Forschungs-, Entwicklungs-, Mess- und ähnliche Kosten dazugezählt würden.

Ich bitte Sie also, dem Bundesrat, dem Nationalrat und der Mehrheit Ihrer Kommission, die mit 11 zu 1 Stimmen zustande kam, zu folgen.

Bischofberger Ivo (CE, AI): In der vergangenen Wintersession haben wir in unserem Rat betreffend Industrieprodukte einen Entscheid gefällt, von dem wir in der Mehrheit überzeugt waren, dass er Ziel und Zweck des vorliegenden Bundesgesetzes gerecht wird, nämlich den Wert der Marke Schweiz zu sichern und langfristig zu erhalten. Was am 11. Dezember 2012 richtig war, hat seine Gültigkeit auch heute noch. Die industriellen Produkte gelten auch dann als schweizerisch, wenn mindestens 50 Prozent der Herstel-



lungskosten in der Schweiz anfallen. Nachdem der Kompromissvorschlag – 60 Prozent bei den Uhren und 50 Prozent bei den übrigen Produkten – in beiden Räten keine Mehrheit gefunden hat, darf den Letzteren nun nicht einfach ein Schwellenwert von 60 Prozent aufgezwungen werden.

Der Sprung von 50 auf 60 Prozent wird vor allem mit der neu vorgeschlagenen Einrechnung von Forschung und Entwicklung in die Herstellungskosten begründet. Gemäss der im Vorfeld als gültig und aktuell zitierten Studie von 2004 des Bundesamtes für Statistik (BFS) beträgt der Anteil für Forschung und Entwicklung im Durchschnitt in der Schweiz lediglich 2 Prozent. Auf die KMU – das ist für mich ein wichtiger Punkt –, die ja bekanntlich über 99 Prozent aller Unternehmen ausmachen und zwei Drittel aller Arbeitskräfte beschäftigen, entfallen dabei lediglich 16 Prozent aller Forschungs- und Entwicklungskosten. Dies ergibt einen mittleren Anteil von deutlich unter 1 Prozent für die KMU. Konsequent zu Ende gedacht, kommt diese Situation einer nicht zu unterschätzenden Benachteiligung der Klein- und Mittelbetriebe gleich.

Dabei sind aber besonders die kleinen und mittleren Schweizer Unternehmen, die sich auf dem internationalen Markt behaupten müssen, und das sind nicht nur Unternehmen aus der Uhrenindustrie, darauf angewiesen, ihre Produkte mit «Swiss made» bezeichnen zu können. Denn die Produkte dieser Hersteller kennt man in der Regel weit weniger gut als die der grossen internationalen Marken. Deshalb ist es für diese kleinen Hersteller von enormer, ja teils existenzieller Bedeutung, ihren Produkten mit dem Hinweis, dass sie schweizerisch sind, zusätzliche Glaubwürdigkeit zu verleihen. Deshalb ist es für die grosse Zahl unserer kleinen und mittleren Unternehmen und speziell für die dabei betroffenen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer von grösster Bedeutung, dass das Schutzniveau den branchenspezifischen Bedürfnissen angepasst ist und nicht mit bürokratischen Vorgaben unverhältnismässige Hürden und Kosten verursacht werden. Das Inlanderfordernis von 50 Prozent hat sich seit Jahren bewährt und entspricht auch explizit dem internationalen Standard und dessen Ursprungsregeln. Die Vorlage, das haben wir in der Wintersession deutlich betont, muss den Standort Schweiz insgesamt stärken und darf ihn nicht ohne Not behindern oder gar schwächen. Aus all diesen Gründen und Überlegungen bitte ich Sie, der Minderheit zu folgen und an unserem Beschluss vom Dezember 2012 festzuhalten.

Hêche Claude (S, JU): Le «Swiss made» est notre carte de visite. Il serait donc dangereux pour notre pays de la galvauder. Dans le prolongement des propos tenus par la présidente de la Commission des affaires juridiques, Madame Seydoux, et par quelques membres de la commission, permettez-moi donc de revenir sur deux éléments importants, je dirai même fondamentaux.

Premièrement, la loi sur la protection des marques, par ses articles sur le Swissness, n'impose aucune contrainte à l'industrie. Elle fixe uniquement les critères qui permettent aux industriels d'apposer la croix suisse ou le label «Swiss made» sur leurs produits. Tout entrepreneur est donc libre de produire comme il le veut, mais s'il veut bénéficier de la plus-value liée au «Swiss made», alors il est juste d'exiger de lui un effort supplémentaire. Ne pas le faire serait accepter une certaine forme de concurrence déloyale et envoyer un signal très négatif à tous les responsables d'entreprise qui font des efforts pour que le savoir-faire et la qualité suisse soient maintenus.

Deuxièmement, si le «Swiss made» jouit d'une grande réputation dans le monde entier, c'est parce qu'il représente une notion de qualité qui s'est forgée au cours de l'histoire économique, mais aussi de l'histoire politique et sociale de notre pays. En effet, en plus des qualités techniques et esthétiques, le «Swiss made» représente aussi, aux yeux des consommateurs du monde entier, les nombreuses valeurs défendues par notre pays.

Il faut en être conscient: le «Swiss made» est plus qu'un label. C'est un symbole, un gage de qualité. Il faut donc don-

ner aux consommateurs du monde entier l'assurance que le produit a ce petit quelque chose en plus qui prouve qu'il est à dominante helvétique. Accepter du 50/50, c'est d'une certaine manière une forme de tromperie sur la marchandise. C'est mentir par omission. Ce n'est pas acceptable de la part d'un pays qui fait de la fiabilité une valeur essentielle. 60 pour cent est le minimum nécessaire pour oser afficher le label «Swiss made».

Le risque est grand que les consommateurs se sentent lésés. Or si nous perdons leur confiance dans le «Swiss made», nous perdrons tout simplement le label lui-même et les nombreux emplois qu'il engendre.

Pour toutes ces raisons, je vous invite à adopter la proposition de la majorité de la commission.

Imoberdorf René (CE, VS): Wir haben in unserem Land immer auf politische und wirtschaftliche Rahmenbedingungen gesetzt, die die Voraussetzungen schafften, dass sowohl die grossen als auch die kleinen Unternehmen die Möglichkeit hatten, sich zu entwickeln und zu überleben. Das ist mit ein Grund, warum die Schweiz heute eines der reichsten und erfolgreichsten Länder der Welt ist. Die Messlatte für die Swissness-Erfordernisse darf daher in der stark international vernetzten Schweizer Wirtschaft nicht zu hoch angesetzt werden. Je höher die «Swiss made»-Prozent-Hürde ist, desto mehr mittelständische Unternehmen und deren Arbeitsplätze werden bedroht. Bisher gesunde KMU und Familienbetriebe würden aus der Schweiz verdrängt, Arbeitsplätze gingen verloren. Die Swissness-Vorlage bevorteilt mit dem Erfordernis, dass 60 Prozent der Herstellungskosten eines Produkts in der Schweiz anfallen müssen, einseitig die grossen zulasten der kleinen und mittleren Unternehmen.

Ich möchte auch hervorheben, dass der Bundesrat im Grundsatz mit der geltenden St. Galler Praxis einig ist und findet, dass das, also diese 50 Prozent, eine gute Praxis sei, die sich bewährt habe. Der Bundesrat weicht nun von dieser Grundsatzmeinung im Prinzip ab und schlägt einen Wertanteil von 60 Prozent vor. Er begründet dies damit – und das haben wir jetzt hier schon mehrmals gehört –, dass nun bei der Berechnung auch die Kosten für Forschung und Entwicklung zum schweizerischen Anteil hinzugerechnet werden dürfen. Diese Kosten sind jedoch meiner Meinung nach keinesfalls geeignet – und das wurde auch schon von Vorendern gesagt –, die Erhöhung des Anteils von 50 auf 60 Prozent zu begründen und zu rechtfertigen.

Ich möchte diesen Aspekt doch noch einmal hervorheben. Massgebliche Investitionen in Forschung und Entwicklung sind nur für Grosskonzerne möglich. Gemäss einer Studie des Bundesamtes für Statistik entfielen 2004 vom Schweizer Gesamtvolumen an Forschung und Entwicklung 84 Prozent auf Grossunternehmen; auf KMU entfielen lediglich 16 Prozent. Diese machen aber in der Schweiz immerhin 99 Prozent der Unternehmen mit rund 2,4 Millionen Mitarbeitenden und 70 Prozent der Lehrlinge aus. Bei den KMU fallen also die Kosten für Forschung und Entwicklung bei der Berechnung der Herstellungskosten kaum ins Gewicht. Sie liegen bei den meisten Unternehmen unter 1 Prozent, nach anderen Quellen, wie gesagt wurde, unter 2 Prozent. Aus diesem Grunde hat die Anrechnung der Kosten für Forschung und Entwicklung für kleine und mittlere Unternehmen nur eine sehr geringe, ja marginale Bedeutung und vermag die Erhöhung von 50 auf 60 Prozent keinesfalls zu kompensieren.

Wir dürfen keineswegs vergessen, dass diese neue Regelung für die gesamte Schweizer Wirtschaft gilt und nicht nur für die Uhrenindustrie. Wir dürfen die Schweizer Wirtschaft nicht mutwillig belasten und sie so ihrer Konkurrenzfähigkeit berauben. Ein Blick auf andere Länder zeigt – das wurde auch schon gesagt –, dass wir den Wert mit 60 Prozent am höchsten ansetzen würden. Im internationalen Vergleich sollten die Schweizer Unternehmen aber nicht im Wettbewerb benachteiligt werden.

Zum Schluss noch dies: Unsere Unternehmen sind im Herstellungsprozess auf eine hohe Flexibilität in Bezug auf Währungsschwankungen, Lieferantenwechsel, Auslandsanteil des Produktes usw. angewiesen. Eine 60-Prozent-Regel-

lung würde diese Flexibilität zu stark einschränken. Auch ist mit der Festlegung des Schweizer Wertanteils bei 50 Prozent eine hohe Qualität des Produkts garantiert, und wir schaffen die Voraussetzungen dafür, dass auch kleine und mittlere Unternehmen – sie machen die Mehrheit aus – weiterhin in dem Genuss des Gütesiegels «Swissness» kommen. Mit der Erhöhung der Swissness-Hürde auf 60 Prozent benachteiligen wir ohne Not unsere kleinen und mittleren Unternehmen und gefährden Arbeitsplätze.

Ich möchte Sie bitten, beim Beschluss unseres Rates zu bleiben und damit die Minderheit Janiak zu unterstützen.

Berberat Didier (S, NE): Je n'ai pas le privilège d'appartenir à la prestigieuse Commission des affaires juridiques exclusivement présidée par Madame Seydoux. Je souhaitais m'exprimer en tant que représentant d'une région horlogère, même si je suis convaincu que le projet ne concerne pas que l'horlogerie, mais toute l'industrie.

Si vous demandez à Monsieur et à Madame Tout-le-monde ce que représente le «Swiss made», ils vous répondront que cela signifie que 100 pour cent de l'objet est fabriqué en Suisse. C'est pour cela que je pense que les citoyens qui suivent nos débats les trouvent un peu surréalistes puisqu'on est en train de discuter d'une part de 50 à 60 pour cent fabriquée en Suisse, alors même que pour beaucoup d'habitants de notre pays le label «Swiss made» correspond à un produit fabriqué entièrement en Suisse avec des produits suisses. C'est d'abord une question de protection des consommateurs, parce qu'on les tromperait si on disait qu'un produit est considéré comme «Swiss made» ou Swissness si seulement 50 pour cent de celui-ci est fabriqué ou produit en Suisse. En plus de cela, vous le savez, le fait de passer de 50 à 60 pour cent permettrait d'augmenter le nombre d'emplois en Suisse et réduirait le recours à des sous-traitants étrangers. Et c'est aussi une question d'image de la Suisse – je pense que la totalité du conseil peut se rallier à cet argument –, cela a déjà été dit par Monsieur Hêche. Cela d'autant plus que personne n'est obligé d'utiliser le «Swiss made» – Messieurs Bischof et Hêche l'ont relevé: si une entreprise souhaite fabriquer plus de pièces à l'étranger et ainsi baisser la part produite en Suisse, elle peut renoncer à ce label. Le fait de l'utiliser implique par contre un certain nombre d'obligations à respecter.

Je crois qu'il est très important de pouvoir avoir cette part de 60 pour cent qui est, je le redis, le minimum du minimum. Je vous rappelle l'article 48c alinéa 2 lettre b qui prévoit que les coûts de recherche et de développement sont compris dans la part produite en Suisse. Donc si l'on accepte la proposition de la minorité Janiak, le problème est le suivant: on va revenir en arrière, ce qui est encore pire que la situation actuelle.

C'est la raison pour laquelle j'estime qu'il faut suivre le Conseil national et la majorité de la commission; cela est favorable à toute l'industrie suisse et il s'agit aussi d'une question d'image de notre pays. Je pense que tout le monde dans cette salle souhaite que l'image de la Suisse ne soit pas écornée et qu'en quelque sorte on ne vende pas à bon compte l'image de notre pays.

Stöckli Hans (S, BE): Es wurde schon sehr viel gesagt. Ich kann mich auf einige wenige Feststellungen konzentrieren. Mit grosser Genugtuung stelle ich fest, dass das Projekt des Bundesrates daran ist, sich in allen wichtigen Teilen durchzusetzen. Es ist sehr erfreulich, dass der Nationalrat und auch die Kommission des Ständerates jetzt auch beim Kernstück des Gesetzes, bei Artikel 48c, mit klaren Mehrheiten Lösungen vorschlagen, die uns erlauben, Herr Bischofberger, den Entscheid unseres Rates vom Dezember 2012 dem Beschluss des Nationalrates anzugeleichen, denn es gibt gute Gründe dafür. Der eine ist, dass die Lösung, wie sie bei Artikel 48c Bundesrat und Kommissionsmehrheit vorschlagen, klar ist: 60 Prozent heisst mehr als die Hälfte, unter Anrechnung der jetzt detailliert aufgeführten Kosten. Und es ist auch klar, dass es für alle Industrieprodukte gilt. Es braucht keine Ausnahmeregelungen für einzelne Industriezweige,

obwohl natürlich nicht alle Industriezweige gleich stark betroffen sind. Branchenlösungen können dann allenthalben getroffen werden, wie dies Kollege Minder gesagt hat, aber – das ist wichtig – die Basis für solche Branchenlösungen muss im Gesetz gegeben sein.

Herr Janiak, es ist richtig, dass die Uhrenindustrie heute einen schlechteren Schutz hat. Aber es war am 28. Juni vor sechs Jahren, als an einer eindrücklichen Versammlung der Fédération de l'industrie horlogère suisse mit einer überwältigenden Mehrheit entschieden wurde, dass die heutige Lösung durch eine neue, bessere Lösung abgelöst werden solle. Dem Entwurf für eine Branchenlösung stimmten damals 450 Unternehmungen zu. Heute machen diese Unternehmungen mehr als 91 Prozent des Wertanteils aus. Es ist also so, dass eine sehr klare Mehrheit der Uhrenindustrie eine Lösung will, die einen besseren Schutz gewährleistet, als es die heutige Lösung tut. Sie will eine Lösung, die es verunmöglicht, dass Trittbrettfahrer von der prestigeträchtigen Marke «Swiss made» profitieren, ohne etwas dafür zu tun.

Ich weiss nicht, wie erklärt werden kann, dass mit einer hohen Hürde für die Marke «Swiss made» Delokalisierungen stattfinden würden und die Schweiz Arbeitsplätze verlieren würde. Denn je mehr Schweiz in einem Produkt ist, desto mehr muss auch in der Schweiz produziert werden, und je mehr in der Schweiz produziert wird, desto mehr Leute arbeiten in der Schweiz – so einfach ist die Geschichte. Es ist ja nicht so, dass die Schweiz mit der «Swiss made»-Marke auf dem nationalen und internationalen Parkett Nachteile erleiden würde, im Gegenteil! Die Marke Schweiz ist eben mehr wert als viele andere Ländermarken, und deshalb ist es auch klar, Herr Janiak, dass der Anteil von «Swiss made» höher sein muss als in den Nachbarländern, denn was mehr wert sein soll, muss auch mehr Wert enthalten.

Deshalb ist es richtig, wenn man der Mehrheit zustimmt, damit wir diese Differenz zum Nationalrat bereinigen.

Fetz Anita (S, BS): Wer eine Swissness-Prämie von 20 Prozent einstreichen kann, der muss auch dafür sorgen, dass Schweiz drin ist, wenn Schweiz draufsteht. Das ist meine Meinung. Das hat mich vor sechs Jahren motiviert, das Postulat 06.3174 einzureichen, das diese Revision eingeleitet hat.

Man muss einfach wissen, dass 50 Prozent, inklusive Forschung und Entwicklung, ein Rückschritt gegenüber dem Status quo ist. Ich persönlich hätte einem Kompromiss von 55 Prozent zugestimmt, aber diese 55 Prozent wollte man offenbar in der Kommission und hier in diesem Rat nicht. Es geht also heute darum zu entscheiden: Schützen wir die Marke wirklich, oder verwässern wir sie noch mehr? Was das «noch mehr» betrifft, sage ich Ihnen: Wir wissen heute, dass die Marke Schweiz seit etwa zehn Jahren 40 Prozent ihres Werts verloren hat. Das ist gewaltig, das sind Milliardenbeträge.

Bei den 60 Prozent geht es übrigens nicht nur um Uhren. Man könnte meinen, die Schweizer Industrie bestehe nur aus Uhren. Nein, es geht auch um viele andere industrielle Produkte. Es geht um den Werkplatz, es geht um den Forschungsplatz Schweiz und damit auch um die Arbeitsplätze. Sie wollen keine Industriepolitik; das ist mehrfach gesagt worden. Aber wer seine Industrie nicht so weit schützt, dass sie wenigstens ihre hohen Leistungen zu den entsprechenden Preisen verkaufen kann, der rüttelt am Wohlstand der Schweiz. Dieser ist notabene durch die Industrie und – man darf es, glaube ich, hier mal sagen – nicht durch die Banken erreicht worden.

Man muss einfach wissen: Die Nutzung der Marke Schweiz erfolgt freiwillig; das ist das Gleiche, wie wenn eine Bank freiwillig ins Programm der USA für die Schweizer Banken einsteigt. Man kann es nehmen, oder man kann es lassen. Ich meine, wir dürfen diese Verwässerung nicht zulassen. Wenn wir jetzt der Lösung mit den 50 Prozent zustimmen, also zurückgehen und weniger Schutz geben als heute, was haben wir dann noch in der Tasche? Dann haben wir nur noch ein Landwirtschaftsgesetz – mehr ist es nämlich nicht!

Dann werden einfach die schweizerischen Landwirtschaftsprodukte mit diesem Swissness-Gesetz mehr geschützt. Das müssen Sie sich auch überlegen.

Das war aber wahrlich nicht die Absicht meines Postulates. Mir ging es damals und mir geht es auch heute darum, die Schweizer Industrie, den Werkplatz und den Forschungspunkt vor massiven Verlusten durch die Verwässerung der Marke Schweiz zu schützen.

Deshalb muss man, meine ich, dem Antrag der Mehrheit zustimmen.

Hess Hans (RL, OW): Ich habe schon in unserer Debatte im Dezember 2012 darauf hingewiesen – und Kollege Imoberdorff hat das vorhin auch gemacht –, dass wir uns davor hüten müssen, die Messlatte in Bezug auf das Swissness-Erfordernis für unsere internationale sehr stark vernetzte Wirtschaft zu hoch anzusetzen. Mit zu hohen Anforderungen werden viele KMU den Swissness-Bonus verlieren und sind damit gegenüber den ausländischen Konkurrenten massiv benachteiligt. Eine im internationalen Vergleich kleinliche, technokratisch instrumentalisierte Swissness-Vorlage verschlechtert die durch den hohen Frankenkurs ohnehin getrübte Perspektive vieler Firmen auf dem Werkplatz Schweiz.

Ich bin der Meinung – diesen Hinweis mache ich noch –, dass wir hier nicht nur für die Uhrenbranche legiferieren. Das hat Frau Fetz gesagt. Nur bin ich eben der Meinung, dass wir für die Branchen, die keine Uhren produzieren, nicht 60 Prozent festlegen dürfen, sondern bei 50 Prozent bleiben sollten. Frau Savary hat darauf hingewiesen, dass sie von kleinen Unternehmen, von KMU, kontaktiert wurde. Ich darf Ihnen sagen, dass dies auch auf mich zutrifft. Diese kleinen Unternehmen sind jedoch stark verunsichert, wenn wir 60 Prozent festlegen.

Ich glaube, wir tun gut daran, wenn wir die Minderheit Janiak unterstützen und bei unseren 50 Prozent bleiben.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Dies ist jetzt noch das letzte verbleibende Kernstück dieser Vorlage. Es ist kein Detail, sondern es ist ein Kernstück. Nachdem Sie in Bezug auf die Lebensmittel eine klare Regelung für eine starke Marke Schweiz getroffen haben, geht es jetzt hier um die Industrieprodukte.

Diese Frage, ob 50 Prozent oder 60 Prozent, dürfen Sie nicht isoliert anschauen. 50 oder 60 Prozent sind nicht einfach Zahlen, sondern Sie müssen das im Rahmen eines Gesamtpakets anschauen. Ich möchte dazu noch einmal Folgendes in Erinnerung rufen: Wenn man jetzt von den 50 Prozent gemäss dieser St. Galler Praxis spricht und wenn Ihnen gleichzeitig der Bundesrat, der Nationalrat und die grosse Mehrheit Ihrer Kommission hier vorschlagen, diese Regelung mit 60 Prozent zu übernehmen, dann muss man das als Gesamtpaket anschauen. Indem man gesagt hat, dass man z. B. die Forschungs- und Entwicklungskosten hinzunimmt, hat man die Basis der anrechenbaren Kosten ausgeweitet. Man hat dort, wo es sinnvoll ist, Ausnahmen vorgesehen, wenn z. B. die entsprechenden Rohstoffe nicht vorhanden sind. Es sind eben nicht nur einfach 50 Prozent heute und 60 Prozent neu, sondern Sie haben mit diesen 60 Prozent ein Paket geschnürt, das die heutige Realität besser abbildet.

Wenn Sie jetzt 50 Prozent beschliessen, aber alle Ausnahmen hinzunehmen und die anrechenbaren Kosten ausweiten, dann gehen Sie, das wurde mehrfach gesagt, massiv hinter das heutige Niveau zurück. Da muss ich daran erinnern, dass Sie diese Vorlage gewünscht haben, weil Sie eine Stärkung der Marke Schweiz und nicht eine Abschwächung der Marke Schweiz gewünscht haben.

Der Nationalrat hat der Lösung des Bundesrates letztes Mal mit 124 zu 67 Stimmen deutlich zugestimmt. Auch im Nationalrat wurden alle möglichen Varianten vorgestellt – 50 Prozent, 60 Prozent, 55 Prozent. Der Nationalrat hat sich, Sie haben das Resultat gehört, doch sehr deutlich für diese klare Regelung zugunsten einer starken Marke Schweiz ausgesprochen.

Ich möchte noch kurz auf die Uhrenfrage zurückkommen, weil ja die Uhrenindustrie hier sicher eine wichtige Rolle spielt. Ich muss aber schon betonen, dass es noch andere Industriezweige in diesem Land gibt, nicht nur die Uhren. Da muss ich leider die Aussage von Herrn Ständerat Janiak korrigieren: Wenn Sie bei 50 Prozent bei den Uhren bleiben, dann ist es nicht so, dass das auch eine Verschärfung ist. Es ist eben so, dass heute die «Swiss made»-Verordnung für Uhren nur die Uhrwerke regelt und dafür im Minimum 50 Prozent vorschreibt. Die St. Galler Praxis mit 50 Prozent als generelles Minimum gilt aber für alle Produkte und auch für die Uhren insgesamt.

Noch eine Bemerkung zu den KMU: Die KMU wurden jetzt hier genannt. Es wurde zweimal eine Studie des BFS aus dem Jahr 2004 erwähnt. Ich freue mich natürlich, dass ich Ihnen jetzt aus einer Studie des BFS, erstellt zusammen mit Economiesuisse, aus dem Jahr 2010 neuere Zahlen präsentieren kann. Zwischen 2004 und 2010 hat sich eben einiges getan, auch bei den KMU. Wenn Sie diese Studie lesen, sehen Sie, dass sich bei den KMU die Forschungs- und Entwicklungsausgaben zwischen 2004 und 2008 um 54 Prozent erhöht haben. Das ist ein Wachstum von durchschnittlich 11 Prozent pro Jahr. Heute zu sagen, die KMU würden von dieser Möglichkeit, diese Kosten zusätzlich auch anzurechnen, nicht profitieren, ist damit nachweislich widerlegt.

Ich nenne Ihnen noch eine andere Studie, die bei Ihnen sicher auch auf grosses Vertrauen stösst, nämlich eine Umfrage des Schweizerischen Gewerbeverbandes von September 2012. Man hat die KMU gefragt, welches die Auswirkungen wären, wenn diese Swissness-Vorlage gemäss dem Entwurf des Bundesrates angenommen würde, also mit diesen 60 Prozent. 72 Prozent der KMU haben geantwortet, dass diese Regelungen für sie positive Auswirkungen hätten oder nichts ändern würden. Es ist eine Vorlage für die KMU und nicht gegen die KMU. Ich hoffe, dass Sie da diese Zahlen, die Sie wahrscheinlich von irgendwo erhalten haben, doch auch im Lichte der heutigen Situation anschauen. Es ist eine Vorlage, die auch die Interessen der KMU stärkt. Auch Sie wollen eine starke Marke Schweiz. Verschiedene von Ihnen haben betont, wie wichtig die KMU sind. Aber eben, eine starke Wirtschaft braucht auch eine starke Marke.

Noch etwas zu Ihrem letzten Entscheid: Der Ständerat hat ja letztes Mal mit 24 zu 18 Stimmen entschieden, bei 50 Prozent zu bleiben. Allerdings haben Sie damals bei Ihrem Entscheid wenigstens auf eine Ausnahme verzichtet und konsequenterweise gesagt: Wenn man schon das Ganze bei 50 Prozent belässt, dann sollen nicht die anrechenbaren Kosten ausgeweitet und zusätzliche Ausnahmen gemacht werden. Da haben Sie wenigstens darauf verzichtet. Was Ihnen heute vorliegt, ist nicht einmal mehr das. Sie würden also noch hinter Ihren damaligen Entscheid zurückgehen, indem Sie alle Ausnahmen zulassen, indem Sie alle anrechenbaren Kosten jetzt im Gesetzesentwurf belassen und trotzdem bei 50 Prozent bleiben. Ich kann mir vorstellen, dass Sie auf diese Art und Weise wirklich das Umgekehrte von dem machen, was Sie mit dieser Vorlage wollten, nämlich die Marke Schweiz stärken.

Ich bitte Sie, sich dem Nationalrat anzuschliessen und den Entwurf des Bundesrates in diesem absolut zentralen Punkt zu unterstützen, um mit dieser Vorlage – deren Behandlung jetzt doch schon eine Zeit dauert; 2009 wurde die Botschaft verabschiedet – nach vier Jahren eine Regelung zu haben, die unserem Land dient.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 22 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 21 Stimmen

Art. 61 Abs. 1 Bst. b

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 61 al. 1 let. b

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Seydoux-Christe Anne (CE, JU), pour la commission: Cette modification fait suite à une demande de la Commission de rédaction de langue allemande qui a constaté qu'un passage relatif aux services avait disparu dans le texte. Il faut donc le réintégrer.

Angenommen – Adopté

Ziff. IIa

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. IIa

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Seydoux-Christe Anne (CE, JU), pour la commission: Cette disposition transitoire a été introduite sur proposition de notre collègue Monsieur Raphaël Comte qui se souciait du sort de l'absinthe, grand produit neuchâtelois. Elle a été biffée, par 186 voix contre 2, au Conseil national, donc sans appel. En effet, le cas de l'absinthe IGP est couvert par les exceptions prévues à l'article 48b. L'alcool spécifique est majoritairement produit à l'étranger, mais les herbes proviennent du Val-de-Travers. En biffant cette disposition, il s'agit d'éviter de multiplier les exceptions au principe qu'une IGP doit satisfaire aux exigences générales révisées dans le cadre de ce projet Swissness.

Angenommen – Adopté

2. Bundesgesetz über den Schutz des Schweizerwappens und anderer öffentlicher Zeichen

2. Loi fédérale sur la protection des armoiries de la Suisse et autres signes publics

Art. 37 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Hess Hans
Festhalten

Art. 37 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Hess Hans
Maintenir

Seydoux-Christe Anne (CE, JU), pour la commission: Cette proposition Hess Hans a déjà fait l'objet d'une proposition Lehmann au Conseil national et elle est fondée sur un texte d'Economiesuisse. Elle a été rejetée par 99 voix contre 88. Notre commission vous invite à rejeter la proposition Hess Hans et à adhérer à la décision du Conseil national.

Les motifs sont les suivants: le 11 mars dernier, le Conseil national est revenu sur la question de l'entrée en vigueur de la modification de la loi sur la protection des armoiries après que les commissions des deux conseils eurent proposé conjointement un réexamen de l'article 37 alinéa 2 de la loi précitée. Le Conseil national a décidé de la modifier, par 99 voix contre 88. Nous vous proposons, et c'était sans opposition quand on l'a décidé au moment du réexamen, d'adhérer à la décision du Conseil national et de lier l'entrée en vigueur de la modification de la loi sur la protection des marques à celle de la loi sur la protection des armoiries.

Le but de la disposition inscrite à l'article 37 alinéa 2 est de garantir que la modification de la loi sur la protection des armoiries (projet 2) n'entrera en vigueur que si la révision de la loi sur la protection des marques (projet 1) est adoptée. Si cette dernière est rejetée, la modification de la loi sur la protection des armoiries sera caduque.

Un aspect politique est apparu en commission. L'argument que les deux projets étaient inexorablement liés a été formulé. Avec la modification de la loi sur la protection des marques, on définit avec davantage de clarté et de précision jusqu'à quel point un produit doit être suisse pour qu'il puisse prétendre à cette provenance. La modification de la loi sur la protection des armoiries prévoit que le drapeau suisse et la croix suisse puissent dorénavant être utilisés par toute personne remplissant les conditions d'utilisation de la désignation «Suisse», condition précisément réglée par la révision de la loi sur la protection des marques. Cela vaut désormais non seulement pour des services, comme c'est le cas selon le droit en vigueur, mais également pour des produits. On voit bien ici la manœuvre de ceux qui aimeraient bien pouvoir mettre la croix suisse sur leurs produits alors que ce n'est pas autorisé à l'heure actuelle, mais qui souhaiteraient ne pas remplir les conditions posées par la loi sur la protection des marques.

L'aspect formel se présente de la façon suivante. Si l'un des deux projets entrerait en vigueur sans l'autre, il y aurait un problème de cohérence entre les deux textes. La loi sur la protection des armoiries contient des renvois à des dispositions de la loi sur la protection des marques qui sont introduites seulement dans la révision en cours. Le Conseil fédéral n'a pas prévu le cas d'une entrée en vigueur d'un seul des deux textes. Si l'article 37 alinéa 2 de la loi sur la protection des armoiries n'est pas modifié dans le sens de la décision du Conseil national, il sera nécessaire d'adapter certaines dispositions de la loi sur la protection des armoiries pour que l'on puisse la faire entrer en vigueur avec ou sans la révision de la loi sur la protection des marques. Donc, cela pose un problème.

Hess Hans (RL, OW): Ich habe mich gewundert, als ich das Protokoll der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates vom 5. März 2013 zu Artikel 37 gelesen habe. Dort wird ausgeführt, dass sich die Kommission für Rechtsfragen unseres Rates für ein Rückkommen auf die Bestimmungen zum Inkrafttreten des Wappenschutzgesetzes ausgesprochen habe, sodass nichts im Wege stehe, dass die Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates diese Koordinationsbestimmung übernehmen und dem Rat auch vorschlagen sollte. Wenn ich nun unsere Fahne zu Artikel 37 anschau, so finde ich keinen Hinweis, dass sich unsere Kommission mit diesem Vorschlag befasst hat.

Die Frau Berichterstatterin hat darauf hingewiesen, dass der Nationalrat mit 99 zu 88 Stimmen den Antrag der Kommission des Nationalrates genehmigt hat, im Wesentlichen nur mit der Begründung, dass mit der Koppelung verhindert werden soll, dass das Wappenschutzgesetz alleine – das heißt im Falle eines Scheiterns der Revision des Markenschutzgesetzes – in Kraft tritt. Ich bin der Meinung, dass das eigentlich komplett falsch ist und dass das Gegenteil richtig ist: Das Wappenschutzgesetz ist unbestritten und kann, wenn das Markenschutzgesetz in der Schlussabstimmung scheitern sollte, vollständig unabhängig in Kraft treten. Hier verknüpft der Nationalrat zwei Vorlagen, die unabhängig voneinander zwei verschiedene Rechtsgebiete regeln. Mit dieser Koppelung verstößt der Nationalrat gegen den Grundsatz der Einheit der Materie, welcher auch hier gelten müsste.

Ich bitte Sie, meinem Einzelantrag hier zuzustimmen. Wir machen nichts Falsches. Der Bundesrat kann ja dann immer noch sagen, wann das Markenschutzgesetz und wann das Wappenschutzgesetz in Kraft treten soll.

Ich bitte Sie daher, meinen Antrag zu unterstützen.

Minder Thomas (V, SH): Ich bitte Sie, den Antrag Hess Hans abzulehnen.

Hinter diesem Antrag steckt zumindest die Absicht, das Markenschutzgesetz begraben zu können oder, mit anderen Worten, das Wappenschutzgesetz in der Schlussabstimmung alleine durchzuwinken. Wir dürfen die beiden Vorlagen nicht trennen, und wir dürfen auch deren Inkraftsetzung zeitlich nicht trennen. Sie sind miteinander verknüpft. Kollege



Hess, in diversen Artikeln des Wappenschutzgesetzes wird klar auf das Markenschutzgesetz verwiesen, insbesondere in Artikel 13. Auch bei der Definition, wann überhaupt das Schweizerkreuz bzw. das Schweizer Wappen oder die Schweizerfahne verwendet werden darf – also der Pièce de Résistance, den Artikeln 47 bis 50 des Markenschutzgesetzes –, nimmt das Wappenschutzgesetz Bezug darauf. Wenn es also mit anderen Worten kein Markenschutzgesetz und nur ein Wappenschutzgesetz geben sollte, bedeutet dies die Erhaltung des Status quo, und dies bewirkt einen fortgesetzten Wildwuchs bei Waren und Dienstleistungen. Das ist jedoch wahrlich nicht die Grundidee dieser Revision, die dieser Rat bzw. dieses Parlament verfolgt.

Es gibt Kräfte im Nationalrat und im Ständerat, die das Markenschutzgesetz in der Schlussabstimmung begraben wollen. Ich gehöre nicht dazu. Kollege Hess, es stimmt: Das Markenschutzgesetz ist keine Meisterleistung, es verdient keine Goldmedaille. Aber zumindest verdient die Vorlage eine Bronzemedaille. Ich möchte sie in der Schlussabstimmung durchwinken, dies auch als Signal. Denn wie wollen wir, wenn wir in der Schweiz die Swissness nicht regeln, in Handelsbeziehungen, Freihandelsabkommen und internationalen Abkommen, wie aktuell mit China und Russland, die geografische Herkunft regeln, wenn wir nicht einmal fähig sind, dies in der Schweiz zu tun? Dies wäre deshalb das falsche Signal.

Ich bin auch nicht glücklich mit der Vorlage, aber ich gebe dieser Vorlage, was das Markenschutzgesetz betrifft, zumindest eine Bronzemedaille. Ich möchte Sie bitten, hier keine Trennung vorzunehmen; die beiden Vorlagen sind miteinander verknüpft. Ich sehe die Verletzung der Einheit der Materie bei diesem Thema nicht.

Ich bitte Sie, den Antrag Hess Hans abzulehnen.

Seydoux-Christe Anne (CE, JU): A la suite d'une remarque faite par Monsieur Hans Hess, je précise que notre Commission des affaires juridiques a traité la question du réexamen le 11 février 2013, c'est-à-dire après les débats sur l'objet. Elle devait se prononcer sur cette question pour que la Commission des affaires juridiques du Conseil national puisse entrer en matière.

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Vorrei precisare la situazione: nel disegno 1 abbiamo ancora una divergenza con il Consiglio nazionale. In der Vorlage 1 haben wir noch eine Differenz zum Nationalrat, das heisst, die Vorlage geht an den Nationalrat zurück. Bei der Vorlage 2 verhält es sich wie folgt: Wenn wir der Kommission folgten, hätten wir keine Differenz, aber wir würden im Sinne der Kommission die Vorlage 1 abwarten, um beide Vorlagen gleichzeitig in die Schlussabstimmung zu bringen. Sollte der Antrag Hess Hans obsiegen, hätten wir auch in der zweiten Vorlage eine Differenz zum Nationalrat. Dann würden ohnehin beide Vorlagen an den Nationalrat zurückgehen.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Der Antrag Hess Hans möchte, wie es auch der Bundesrat vorgeschlagen hatte, dass die beiden Gesetzesvorlagen unabhängig voneinander in Kraft gesetzt werden können. Ich muss Ihnen aber schon sagen: Für den Bundesrat war es immer klar, dass man diese beiden Gesetze zusammen in Kraft setzen muss. Warum? Weil eben im Wappenschutzgesetz, wie jetzt auch die Kommissionspräsidentin ausgeführt hat, Verweise auf das Markenschutzgesetz gemacht werden. Wir können doch nicht ein Gesetz in Kraft setzen, ohne dass auch das andere Gesetz, auf das Bezug genommen wird, in Kraft gesetzt wird.

Falls es Absichten gibt, das Markenschutzgesetz zu versenken und nur das Wappenschutzgesetz in Kraft setzen zu lassen, muss ich Ihnen sagen: Der Bundesrat wird das nicht tun und auch nicht tun können, weil es einfach keinen Sinn macht. Von daher ist die Frage der Einheit der Materie ebenfalls beantwortet. Es gibt einen direkten Zusammenhang zwischen diesen beiden Gesetzesentwürfen.

Was ist der wesentliche Inhalt des Wappenschutzgesetzes, was ist das Neue? Das Neue beim Wappenschutzgesetz ist, dass Sie das Schweizerkreuz dann eben auf allen Produkten verwenden können. Das ist eine gute Sache. Aber Sie müssen doch vorher bestimmen, nach welchen Kriterien das gemacht werden kann, und diese Kriterien haben Sie jetzt eben im Markenschutzgesetz festgelegt.

Ich weiss, es stehen politische und taktische Überlegungen dahinter. Es steht Ihnen frei, solche Überlegungen anzustellen. Aber ich finde, es gibt hier eine materielle Kohärenz. Wenn Sie das Markenschutzgesetz zu Ende beraten haben – es gibt noch diese kleine Differenz –, bitte ich Sie, dafür zu sorgen, dass im Wappenschutzgesetz neu die Möglichkeit besteht, das Schweizerkreuz breiter anzuwenden. Ich begrüsse das, es ist für die Wirtschaft wichtig, und es war immer Sinn und Zweck dieser Vorlage. Schauen Sie dann aber bitte auch dafür, dass die Kriterien geregt sind. Falls Sie meinen, es gehe schneller, wenn Sie jetzt das Markenschutzgesetz versenken und dann nur das Wappenschutzgesetz in Kraft treten lassen, muss ich Ihnen sagen, dass das nicht stimmt. Ich sage es in aller Deutlichkeit: Dann muss der Bundesrat halt im Wappenschutzgesetz die ganzen Kriterien regeln, und dann machen Sie die Übung einfach noch einmal.

Ich bitte Sie, den Antrag Hess Hans abzulehnen.

Hess Hans (RL, OW): Um zu beweisen, dass keine taktischen und keine politischen Überlegungen dahinterstehen: Das Votum der Frau Bundesrätin hat mich überzeugt, und ich ziehe meinen Antrag zurück, wiewohl ich eigentlich mit meinem Antrag den ursprünglichen Antrag des Bundesrates übernommen habe.

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): La proposta Hess Hans è ritirata.

*Angenommen gemäss Antrag der Kommission
Adopté selon la proposition de la commission*

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Con questa decisione, il disegno 1 ritorna al Consiglio nazionale, mentre il disegno 2 può essere messo a punto per la votazione finale, sotto riserva di appianamento della divergenza con il Consiglio nazionale nel disegno 1.

12.3642

Motion RK-SR (09.086). Regelung der Verwendung geografischer Herkunftsbezeichnungen in internationalen Verträgen

Motion CAJ-CE (09.086). Réglementation de l'utilisation des indications de provenance géographique dans les traités internationaux

Ständerat/Conseil des Etats 11.12.12

Nationalrat/Conseil national 11.03.13

Ständerat/Conseil des Etats 06.06.13

*Antrag der Kommission
Zustimmung zur Änderung*

*Proposition de la commission
Approuver la modification*

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Avete ricevuto un rapporto scritto della commissione. La Commissione pro-

